

**Inde :**  
**A un an des élections, bilan et enjeux pour la coalition au pouvoir**

**Aurélie Leroy<sup>1</sup>**  
**6 mai 2013**

**Au cours du second trimestre 2014, plus de 700 millions d'Indiens se rendront aux urnes afin d'élire pour cinq ans la 16e législature de la chambre basse du parlement, la Lok Saba. Plus de 20 ans après le changement de cap dans la stratégie économique indienne, l'heure est au bilan. Les réformes ont incontestablement donné un coup de fouet à la croissance, mais pauvreté et inégalité ont explosé avec le processus de libéralisation. Les futurs dirigeants du pays auront-ils à cœur de rectifier les déséquilibres régionaux et les contradictions internes ou continueront-ils à favoriser, comme par le passé, certaines régions et à s'appuyer sur certaines catégories d'individus ?**

Au cours du second trimestre 2014, plus de 700 millions d'Indiens se rendront aux urnes afin d'élire pour cinq ans la 16e législature de la chambre basse du parlement, la Lok Saba. La combinaison du poids démographique du pays et du régime parlementaire en place tendent à première vue à valider la prétention des dirigeants à présenter l'Inde comme « la plus grande démocratie du monde ». Stabilité politique, élections libres, respect de l'alternance, opposition politique et contre-pouvoirs civils sont quelques-uns des attributs qui ont donné une crédibilité à l'usage répété de ce superlatif.

Fort de cet atout de séduction, le pays a vu son potentiel d'attraction s'élever plus encore lorsque libéralisation politique et dynamisme économique sont venus à coïncider au tournant des années 1990, après les réformes structurelles adoptées par les autorités, de concert avec le FMI et la Banque mondiale. Cette singularité de l'acteur indien, dont les équivalents sont rares dans l'espace asiatique, est certainement un élément qui a contribué à sa reconnaissance par les puissances occidentales.

En 2013, plus de vingt ans après le changement de cap dans la stratégie économique indienne, l'heure est au bilan. Si les réformes ont incontestablement donné un coup de fouet à la croissance (une moyenne de 7 % par an sur la décennie 2000-2010), elles ont échoué à résorber la pauvreté de masse. Le pourcentage de pauvres vivant avec 1,25 \$ a certes diminué entre 1981 et 2005 selon les données de la BM, mais leur nombre en valeur absolue a continué de croître passant de 421 à 456 millions sur la même période (Jaffrelot, 2012)<sup>2</sup>.

<sup>1</sup>Historienne, chargée d'étude au Cetri. Coordinatrice d' *Alternatives Sud* (2011), « L'Inde, une modernité controversée », Cetri/Syllepse, Louvain-la-Neuve/Paris.

<sup>2</sup>Selon la Banque asiatique de développement, 54,8 % de la population, soit 622 millions d'Indiens se situeraient sous le seuil de pauvreté qu'elle situe à 1,35 dollar de revenu journalier.

Les inégalités ont quant à elle explosé avec le processus de libéralisation. Les riches se sont enrichis, les pauvres ont stagné et pour certains, se sont appauvris. La fragmentation par classes, castes et communautés religieuses ainsi que la fracture géographique du pays – entre états fédérés, entre villes et campagnes – ont accentué les différences et ont été la source de conflits majeurs, parfois violents. Plus que jamais les pauvres ont un visage. Ils sont pour l'essentiel ruraux, musulmans, Dalits (intouchables) et Adivasis (tribus). Leurs conditions d'existence contrastent avec celles de la classe moyenne privilégiée et témoignent d'un développement à deux vitesses. De manière assez prévisible, le développement et la prospérité de certaines régions n'ont pas percolé « spontanément » d'une région à l'autre, comme cela avait été espéré par le gouvernement.

À l'approche des prochaines élections, des questions se posent : la pauvreté et les inégalités constitueront-elles une priorité politique pour la démocratie indienne ? Les futurs dirigeants du pays auront-ils à cœur de rectifier les déséquilibres régionaux et les contradictions internes, ou continueront-ils à favoriser, comme par le passé, certaines régions et à s'appuyer sur certaines catégories d'individus ?

### UPA I et II : continuité et rupture

L'Inde s'engage dans une période politique délicate, frappée par de multiples facteurs d'instabilité. Le gouvernement de l'Alliance progressiste unie (UPA), une coalition de plusieurs partis, dit de centre gauche et dominé par le parti du Congrès, est sous le feu de la critique et en mauvaise posture pour les prochaines élections.

Le premier gouvernement UPA avait pourtant emporté un certain succès de 2004 à 2008 et obtenu la reconduction d'un nouveau mandat en 2009 en raison d'un « équilibre » trouvé entre l'agenda promarché du Premier ministre congressiste Manmohan Singh et l'agenda social porté par la figure emblématique de Sonia Gandhi, tête de file du Congrès. Des politiques innovantes, telles que le Right to Information Act<sup>3</sup>, le National Rural Employment Guarantee Act<sup>4</sup>, le National Rural Health Mission<sup>5</sup> ont été des programmes sociaux, qui en

<sup>3</sup>Le droit à l'information est officialisé en Inde par la loi de 2005, le « Right to Information Act ». Cet acte force les gouvernements nationaux, régionaux et locaux à la transparence ; tout citoyen a le droit de savoir où et comment l'on dépense l'argent qu'il paie pour ses taxes.

<sup>4</sup>Le NREGA est un programme à l'adresse des pauvres qui garantit 100 jours de travail au salaire minimum dans les zones rurales.

<sup>5</sup>La Mission nationale pour la santé rurale, lancée par le gouvernement indien en 2005, a encouragé différentes initiatives au niveau du pays et des états, pour améliorer les prestations et les services de soin de santé dans les zones rurales.

dépit d'imperfections et de ratés notoires, ont amélioré le revenu et les conditions de vie de millions de familles, et du même coup écarté le spectre des flambées communalistes, que le pays avait notamment connues en 2002 avec le massacre de 2000 musulmans dans l'État du Gujarat. Gouvernement et parti ont « réussi » au cours de cette législature un grand écart entre des politiques néolibérales de croissance et d'autres, plus redistributives, tout cela ayant été rendu possible grâce à une conjoncture économique favorable et des recettes publiques en hausse. Résultat des courses : le Congrès et la coalition avaient réussi à susciter une adhésion suffisante à la fois dans les rangs de la classe moyenne et des plus pauvres.

En comparaison, UPA II s'est avéré décevant. En termes d'ambitions économiques, des inquiétudes planent au sein de la classe des affaires. Après une traversée météorique de la crise, la croissance a fortement ralenti à 5,3 % au troisième trimestre de l'année 2012, soit le taux le plus bas depuis dix ans. À cela, s'ajoutent une inflation vive qui réduit le pouvoir d'achat des ménages, une stagnation de l'industrie ainsi que des goulets d'étranglement dans les domaines de l'énergie et des infrastructures qui brident l'appareil productif. Le ras-le-bol envers la corruption qui gangrène inlassablement tous les secteurs de la vie économique et sociale s'est aussi exprimé de manière inédite par le fort soutien de la classe moyenne à la campagne anticorruption menée par Ana Hazare en 2011-2012.

## 2012, dans la lignée des réformes de 1991 ?

Face à cette vague déferlante de mécontentement, au tassement des résultats économiques et aux reproches répétés de « paralysie » du gouvernement, le parti du Congrès, autrefois divisé et rétif à s'engager dans la voie de nouvelles réformes (en raison de son électorat populaire historique), a décidé d'apporter son soutien clair au Premier ministre et au ministre des finances.<sup>6</sup> Rahul Gandhi, désormais vice-président du parti et Sonia Gandhi elle-même ont ainsi fait machine arrière et décidé de privilégier la stratégie du tout à la croissance, dans l'espoir, disent-il, que des fonds pourront être à terme dégagés pour des programmes sociaux (...et ainsi être pourvoyeur de voix parmi les classes populaires). Des aides publiques (sur le diesel et le « cooking gas » notamment) ont été réduites et à la demande pressante des milieux d'affaires et des investisseurs, plusieurs secteurs encadrés de l'économie comme le commerce de détail, l'aviation ont été ouverts au capital étranger. Des groupes multinationaux comme Walmart ou Carrefour peuvent désormais profiter du marché juteux que représente la classe moyenne indienne, et ce, au dépens de dizaines de millions de petits commerçants indiens qui voient leur horizon encore s'obscurcir avec cette réforme.

Dans la perspective des élections, le virage opéré par le Congrès d'une politique plus redistributive vers un modèle de gouvernance laissant la part belle à la classe moyenne de la

<sup>6</sup>Tous les deux ont participé à l'élaboration des réformes de 1991.

« shining India », peut sembler surprenant. En 2009 en effet, l'une des clés du succès du parti avait tenu davantage à la mise sur pied de programmes sociaux et moins à l'évolution de la croissance. Pour un parti qui aime à se poser en « champion des pauvres », ce choix interloque. Cela ne veut pas dire pour autant que le Congrès ait fait table rase du passé et se soit détourné de son électorat de base ; une loi pour la sécurité alimentaire et un important programme de « cash transfers » sont en cours. Toutefois, le parti semble décidé à vouloir reconquérir une classe moyenne désenchantée.

Pas sûr qu'il y parviendra tant la méfiance de celle-ci est grande à l'égard du parti, du gouvernement et des politiques publiques qui y sont associés. Pas sûr non plus qu'il parviendra à conserver la préférence d'une frange suffisante de son électorat populaire. Les récents choix économiques opérés, la fragmentation de la politique indienne et l'attrait pour les figures et les partis locaux et régionaux, la perte de prestige de figures congressistes et la déconfiture du parti lors d'élections régionales dans plusieurs états cruciaux comme l'Uttar Pradesh - l'état le plus densément peuplé (200 millions) et l'un des plus pauvres du pays – fragilisent le parti à l'approche du scrutin de 2014 . Dans tous les cas de figure, le temps manque au Congrès pour convaincre chacun des pans de la population des bienfaits de ses réformes et des possibles retombées, d'autant que l'idée d'élections anticipées à la fin de l'année 2013 fait petit à petit son chemin.

Les défis qui se posent au parti du Congrès sont nombreux. Il devra surmonter à la fois des problèmes internes qui touchent à la démocratisation et à la réorganisation du parti, mais aussi des difficultés externes, locales et globales, telles que la lutte contre la pauvreté et les inégalités, les flambées de violence ou la relance de l'économie. Sur le plan politique, le Congrès aura à faire à fortes concurrence, notamment avec les partis régionaux, mais aussi avec le parti nationaliste hindou (BJP-Bharatiya Janata Party) - de tendance néolibérale, ouvertement raciste et xénophobe - dont la figure montante et charismatique, Narendra Modi, gouverneur du Gujarat lors des événements de 2002, pourrait devenir le candidat officiel du BJP pour le poste de Premier ministre...



Centre tricontinental

---

Note d'analyse  
2013

Centre tricontinental – CETRI : avenue Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
Tel: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69 - [cetri@cetri.be](mailto:cetri@cetri.be) - [www.cetri.be](http://www.cetri.be)



Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles - éducation permanente  
et de la Province du Brabant wallon

